

# Le 5 mars, tous en grève et dans la rue !

## ★ Succès de la 1ère AG

La première assemblée générale du 28 février, qui a rassemblé plus de 100 personnes, a voté les mots d'ordre suivants :

- abandon du projet de loi sur l'enseignement supérieur et de la recherche (cf. verso)
- abrogation de la LRU
- abandon du projet de fusion entre l'Université de Bourgogne et celle de Franche-Comté

Enfin, l'Assemblée générale appelle l'ensemble des personnels et étudiants à faire grève le 5 mars et à rejoindre la manifestation (10h départ Battant) appelée par les organisations CGT-FO-FSU-Solidaires pour le retrait des accords sur la "sécurisation de l'emploi" (ANI).

## ★ Accord national interprofessionnel (ANI) : le patronat fait sa loi

Qu'est-ce que l'ANI ?

Signé entre le MEDEF et trois syndicats minoritaires (CFDT, CFTC, CFE-CGC), cet accord soutenu par le gouvernement constitue un véritable recul pour les travailleurs :

- destruction du droit du travail, avec des accords entreprise par entreprise
- « flexibilité » du temps de travail et des salaires, mutations forcées des salariés, selon le bon vouloir du patron
- plans sociaux facilités
- réduction des cotisations patronales
- impunité patronale renforcée : les délais de prescription aux Prud'hommes pour tout litige du travail passent de 5 à 2 ans.

**MARDI 5 MARS : TOUS EN GREVE !**  
**MANIFESTATION A 10H**  
**(départ parking Battant)**

**Puis RÉUNION DE MOBILISATION à 17h en B04 :**

Pour s'informer, faire l'état des lieux des problèmes rencontrés dans les différentes sections, établir des revendications communes et organiser la suite.

## LA LOI FIORASO : une nouvelle contre-réforme

Après un simulacre de « concertation » des acteurs de l'ESR en début d'année, Mme Fioraso avait promis de « remplacer » la LRU. **La nouvelle loi reprend finalement la quasi-totalité des articles de la LRU**, et notamment sur « l'autonomie budgétaire » qui précarise les universités. Mais cette loi introduit également de **nouvelles régressions démocratiques et sociales**, aggravant même la LRU, oubliant totalement les problèmes rencontrés par les étudiants : précarité, obligation de se salarier pendant les études, inégalités entre étudiants français et étrangers...

### Diplômes : professionnalisation et disparitions de filières :

→ Comme l'arrêté Licence institué par la droite, cette loi veut instaurer une continuité entre le lycée et la licence, en **supprimant toute spécialisation en licence** (moins d'enseignements disciplinaires), et en substituant l'acquis de connaissances par l'acquis de compétences. La professionnalisation est renforcée, et va de pair avec une soumission accrue aux entreprises privées.

→ Suppressions de filières, du fait de leur regroupement par pôle régional ou inter-régional

→ Suppression des UFR et du cadrage national des diplômes

### Recul démocratique :

→ Déjà peu démocratique, le poids des étudiants et des personnels est réduit dans les conseils : dans le nouveau « conseil académique » (fusion du Conseil Scientifique et du Conseil des Études et de la Vie Universitaire) et dans le CA, dont les « personnalités extérieures », représentants des collectivités territoriales et du MEDEF pourront désormais élire le président.

### Obligation du regroupement des universités :

→ Par grands ensembles régionaux (sans aucune démocratie interne, la présidence de ces structures concentrant tous les pouvoirs) afin de créer des pôles territoriaux pour répondre aux logiques internationales de concurrence entre les établissements et de « classement ».

## À Besançon : l'UFR SLHS en danger

L'UFC, et particulièrement la fac de lettres de Besançon, ne sont bien entendu pas épargnées par les baisses de budget. Cette année encore, l'UFR SLHS est délaissée par la présidence de l'UFC, cette dernière allouant à notre faculté un budget en diminution : l'UFR SLHS n'est pas assez rentable, ni assez « professionnalisante » à son goût.

**Les conséquences de la LRU sont dramatiques pour notre faculté et risquent de s'aggraver avec la nouvelle réforme :**

- Les budgets des différentes sections, en baisse constante depuis plusieurs années, sont drastiquement diminués pour 2013
- De nombreuses sections sont déjà en difficulté et les problèmes se multiplient, les étudiants étant les premiers touchés : suppressions de TD (en histoire notamment), cours surchargés, fusions de masters avec Dijon (les étudiants doivent faire la navette quotidiennement)...
- Plusieurs filières, en particulier les plus petites, sont menacées de disparaître dans les prochaines années
- Insalubrité des locaux (Granvelle, Arsenal)